

LAOS, CAMBODGE ET VIETNAM, PREMIERS DOMINOS DE L'EXPANSIONNISME CHINOIS ?

ANDRÉ MENRAS *

L'évolution rapide et contradictoire, sur fond de récession économique mondiale, des relations actuelles entre la Chine et les pays de son espace régional proximal, Laos, Cambodge et Vietnam, donne un bon éclairage sur la nature et les ambitions du pouvoir de Pékin. Elle interroge sur le devenir de sa stratégie dans la région et augure de plus amples développements si elle n'est pas contrée par de nouvelles résistances et alliances. Le Vietnam sera-t-il le grain de sable de cette sinisation de type nouveau ? Trouvera-t-il à l'intérieur comme à l'extérieur les solidarités nécessaires pour résister à la mise en coupe réglée de ses richesses et de son peuple ? La période qui se dessine porte en germe de nombreux éléments de tension et de crise qui pourraient bien être annonciateurs de changements subits dans les équilibres économiques, politiques et militaires de la région.

La Chine semble tout entière lancée dans une stratégie de «going out», conquête planétaire des matières premières et des sources d'énergie, en même temps qu'elle a tiré et tire encore le nerf de cette guerre de type nouveau en inondant les marchés mondiaux de produits à bas prix, de qualité souvent douteuse, manufacturés dans ses «fourneaux à sueur» où l'exploitation ouvrière fait loi¹. Elle s'est imposée comme vaste «atelier du monde» au cours de ces dernières décennies en achetant les ressources naturelles, souvent à bas prix, et en les transformant en produits finis pour être exportés et

* COOPÉRANT AU VIETNAM DE 1968 À 1973. DEPUIS 2002, PRÉSIDENT D'UNE ONG D'ÉCHANGES PÉDAGOGIQUES AVEC LE VIETNAM.

¹ Cet article fait suite à celui que l'auteur a écrit dans le journal *l'Humanité* du 14 mai 2009. De nombreuses références concernant la partie économique sont tirées d'un projet de recherche «Comprendre la Chine en tant qu'acteur dans la région du Mékong» mené conjointement par la Fondation Heinrich Boll, W.W.F et l'Institut international pour le développement durable.

vendus massivement sur les marchés de l'OCDE. Elle est devenue le plus grand créancier du Trésor américain et les représentants politiques mondiaux en quête d'accords commerciaux salvateurs pour leurs marchands et banquiers nationaux lui ouvrent sans états d'âme de plus larges avenues.

En Asie du Sud, la Chine se croit dans son jardin et ses trois voisins, Laos, Cambodge et Vietnam, n'échappent pas à sa boulimie énergétivore. Mais cette offensive sera modulée selon le pays en fonction de ses liens passés avec le puissant voisin du ord, de ses particularités culturelles et sociales, de sa situation géographique et de son potentiel en ressources naturelles.

On doit cependant noter l'apparition d'un nouvel élément très important dans la stratégie chinoise dans cette région. Pékin aura toujours à l'esprit, parallèlement à l'accomplissement de ses visées économiques et en accompagnement de celles-ci, un objectif de conquête de l'espace, de contrôle politique par l'économie et de présence physique permanente accrue, voire de peuplement « Han »² essentiellement en des points militairement stratégiques ou sensibles comme le triangle frontière Laos-Cambodge-Vietnam, la mer que Pékin appelle mer de Chine du Sud, le Mékong... Cette stratégie de sinisation quasi directe est déjà expérimentée à l'intérieur de l'espace terrestre chinois dans des régions sensibles comme le Tibet et le Xinjiang mais on commence à en déceler l'apparition au Myanmar, Laos, Cambodge et, à un degré moindre, au Vietnam.

Les conditions favorables à l'expansion chinoise dans la région

Les trois pays ont besoin d'aides. Ils sont demandeurs d'investissements du fait notamment du retrait partiel de la zone des institutions internationales comme la Banque mondiale et la Banque asiatique pour le développement.

Les trois pays sont riches en ressources naturelles minières et agricoles dont le marché chinois a un besoin impérieux. Leurs ressources sont bon marché. Elles sont à proximité.

Le mode d'exploitation de ces ressources permet de grandes libertés par rapport aux standards internationaux (y compris chinois) particulièrement en ce qui concerne l'éthique de l'exploitation : respect de la force de travail, des communautés rurales et urbaines, de la culture et de l'environnement. Les

² Ethnie majoritaire chinoise.

entorses à ces standards, en achetant la bienveillance de certaines autorités locales, diminuent les coûts de production.

Les frontières sont largement perméables et favorisent un commerce « informel » – c'est-à-dire de contrebande – de très grande envergure qui permet d'échapper aux taxes et aux contrôles de la qualité. Nombre de rapports officiels soulignent en effet le haut degré de la corruption des services douaniers et de certaines autorités des provinces frontalières.

Cette corruption favorise les compagnies chinoises dans l'acquisition de permis pour des projets d'exploitation ou de concessions délivrés par des services d'État opaques ou des autorités locales, souvent électrons libres par rapport au contrôle central.

La diaspora chinoise est aussi un atout pour Pékin. Souvent bien intégrée, rouée au commerce et au savoir-faire avec les autorités, elle dispose d'un poids financier important et possède un réseau de relations (« guangxi ») fourni.

L'art et la manière

Un exemple assez éloquent du savoir-faire de Pékin : au Laos, à l'occasion de la tenue des jeux Sud asiatiques en 2009 (Seagames), la Chine a financé un très beau stade à hauteur de 80 millions de dollars US. Dans le même temps, le généreux donateur s'est réservé le droit d'utiliser un immense lot de terrains au centre de Vientiane pour y édifier une véritable ville destinée à loger 50 000 résidents chinois. C'est la méthode douce de persuasion.

De nombreux observateurs classent les moyens de persuasion de Pékin en deux catégories. Tout d'abord, la « soft power » ou puissance douce (la carotte). C'est la séduction diplomatique localement orchestrée sur le thème de l'amitié indéfectible et internationalement entretenue par un lobby politico-commercial expérimenté. C'est aussi concrètement l'aide au développement, les investissements directs, les tarifs préférentiels à l'exportation de certains produits en Chine, les prêts à taux réduits, les enveloppes de la corruption...

Si tout cela ne suffit pas, la pression se manifeste à visage découvert et violent, la « hard power » ou puissance dure (le bâton)... Il s'agit dans le cas de différends régionaux ou locaux, de déclarations fermes voire de menaces sur le plan diplomatique, de démonstration de force militaire, d'occupation voire d'appropriation ouverte d'une partie de l'espace national du pays voisin concerné, de tension par voisin interposé. Toutes

ces actions sont soigneusement préparées et accompagnées diplomatiquement par un lobby international puissant et une pression politique et économique directe sur les instances dirigeantes des pays ciblés.

Au Cambodge et au Laos, dans la phase actuelle, c'est la seule « puissance douce » qui est utilisée avec succès.

Sinisation du Laos

Au Laos, directement en contact au nord avec le Yunnan chinois par sa province de Luang Namtha, la pénétration s'opère en douceur, avec la quasi-passivité de la population mal ou pas du tout informée et avec les mesures d'hospitalité bienveillante prises par les officiels. Selon le *Vientiane Times*, en 2007, la Chine est aux commandes de 236 projets d'investissement. Depuis 2008, elle est le premier investisseur étranger. Elle investit dans des projets hydroélectriques sur le Mékong et ses affluents, dans l'exploitation minière, particulièrement sur le plateau des Bolaven, réserve importante de bauxite, dans l'achat ou la location d'espaces pour d'immenses plantations de caoutchouc, de canne à sucre... Dans la province frontalière de Luang Namtha, neuf entreprises chinoises produisent du caoutchouc avec des immigrés chinois recrutés comme ouvriers ou établis à leur compte.

La puissance douce se manifeste aussi par l'Aide officielle au développement (ODA). La Chine y participe à hauteur de 10% essentiellement consacrés aux transports et communications, à la santé et à la culture. Elle finance des bourses d'études pour Pékin et a construit à Vientiane un grand complexe scolaire d'enseignement en langue chinoise. Elle a consenti un dédouanement total de 200 sortes de produits laotiens exportés sur le marché chinois. La Chine aide aussi à la modernisation de l'armée lao...

En résumé, la sinisation du Laos semble bien engagée avec quelques hiatus cependant : la présence physique croissante de populations Han ³ dans ce pays d'à peine 6 millions d'habitants commence à préoccuper certaines populations. Parmi elles, les communautés victimes de l'expansion des plantations industrielles ou des projets miniers qui sont chassées de leurs terres avec peu ou pas de compensation, les communautés urbaines qui voient se renforcer une déloyale concurrence commerciale avec un puissant réseau chinois boosté par ses

³ Ethnie majoritaire chinoise.

liens quasi directs avec la mère patrie, enfin, les intellectuels et enseignants qui perçoivent cet assaut comme une réelle menace pour leur culture et leur identité.

« L'ami le plus fiable du Cambodge »

La situation au Cambodge est similaire sur le fond. Elle semble même plus ouverte à la stratégie de Pékin. Ce petit pays de 14 millions d'habitants connaît un taux de pauvreté estimé à 30%. En situation de grave pénurie d'infrastructures, dotée d'une agriculture de subsistance sous-équipée, le Cambodge a lui aussi grand besoin d'investissements pour développer les secteurs définis par ses autorités (tourisme, construction et agro-business) et pour exploiter ses ressources naturelles encore largement inexplorées. Son territoire permet l'accès au golfe de Thaïlande et donc à la partie méridionale de la mer dite de Chine. Pékin a d'ailleurs fourni des vaisseaux de guerre ainsi que du matériel militaire à l'Armée royale du Cambodge.

La Chine a des décennies de relations privilégiées avec le Cambodge. Elles sont quelquefois peu avouables : les sinistres Khmers rouges de Pol Pot et Khieu Samphan, acteurs d'un des pires génocides qu'ait connus l'humanité, ont été, rappelons-le, organisés, armés, entraînés et manipulés par Pékin. Mais la diplomatie chinoise a su s'acheter une nouvelle vertu et maintenir sa présence sous un autre visage. Ainsi, en 2006, le Premier ministre chinois Wen Jiabao en visite à Pnom Penh annonce une aide de 600 millions de dollars US et suggère à son homologue cambodgien Hun Sen de présenter la Chine comme « l'ami le plus fiable du Cambodge ». Dans l'escarcelle, de quoi permettre à l'entreprise chinoise Sinohydro de construire le barrage géant de Kamchay. Le reste de la somme devant être utilisé pour la construction de ponts et d'édifices d'État.

En 2007, la Chine participe pour la première fois au Forum du Cambodge pour le développement et la coopération. Avec une contribution de près de 100 millions de dollars, elle est le troisième donateur derrière l'UE et le Japon. L'année 2008 sera proclamée l'année de l'amitié sino-cambodgienne.

Si Pékin est un des partenaires commerciaux les plus importants du Cambodge, le flot des échanges n'est cependant pas égal : la valeur des exportations des produits cambodgiens sur le marché chinois est 17 fois inférieure à celle des produits achetés à la Chine.

En 2007, les investissements chinois passent en tête des investissements étrangers. Il semble que la Chine soit aussi un

investisseur clé pour l'acquisition de concessions afin d'exploiter bois, caoutchouc.... Dans le golfe de Thaïlande, l'entreprise chinoise Mirach Energy Limited est impliquée dans la prospection d'un important gisement de pétrole et de gaz naturel.

Enfin, autre secteur de puissants investissements chinois : les infrastructures hydroélectriques. À côté des barrages géants de Kamchay et de Stung Atay, six autres projets sont en cours sur la rivière Sesan. En 2008, le gouvernement a autorisé la Guangxi Guiguan Electric Power Co Ltd à réaliser des études de faisabilité pour deux autres barrages sur la rivière Sre Pok.

L'ensemble de ces projets inquiète la communauté scientifique pour les impacts négatifs escomptés quant à la vie culturelle, sociale et matérielle des communautés vivant exclusivement des produits des fleuves. Le danger d'un bouleversement de l'écosystème du Mékong est aussi bien réel. Malheureusement, il est difficile d'en persuader actuellement les 70% de la population qui vit sans électricité et pour lesquels la Chine pourrait bien apparaître comme un providentiel créateur de bien-être.

Le syndrome chinois du Vietnam. Le grain de sable vietnamien ?

La politique chinoise envers le Vietnam reste fondamentalement la même avec les mêmes objectifs. Mais elle doit manœuvrer dans des conditions beaucoup plus délicates... Elle doit prendre en compte le passif des relations millénaires souvent antagonistes entre les deux pays et au terme desquelles David a toujours repoussé Goliath. Elle doit finement mesurer la stature économique spécifique du Vietnam par rapport à ses voisins de l'ouest, la force identitaire de son peuple, de sa fierté solidaire, de son expérience militaire, des liens d'amitié qu'il a su tisser pendant ses longues résistances et qu'il pourrait raviver. C'est parce que les dirigeants chinois connaissent bien ces traits spécifiques qu'ils développent en direction de ce voisin au passé prestigieux une stratégie multiforme dans laquelle « la puissance dure » a de plus en plus souvent tendance à s'exprimer au fur et à mesure des résistances.

La lourde ardoise de la Chine

Tout au long des millénaires, la Chine a imprimé au Vietnam, directement ou non, par la violence ou la séduction, sa culture, ses modes de pensée, son administration, sa langue, ensuite modernisée. De son côté, le Vietnam a toujours su assimiler à

son profit l'immense richesse culturelle de son puissant voisin sans jamais en accepter définitivement la domination politique et militaire. C'est même dans cette subtile et déroutante alternance d'assimilations et de résistances, finement dosée selon les forces du moment, que le peuple vietnamien a forgé l'essentiel de son identité et de sa culture.

Dans l'histoire moderne des deux pays en lutte pour leur indépendance nationale, on peut aussi noter de nombreuses avancées solidaires et quasi-fraternelles. Destins liés quasi physiquement. Sans l'aide logistique proximale et permanente chinoise comme base arrière de repli, de formation, comme fournisseur d'armes et de matériel, de conseillers, de personnels utilisés dans le génie militaire, le Vietnam aurait été bien dépourvu dans ses guerres de résistance, loin de l'URSS... De son côté, sans le Vietnam combattant les démons à sa porte sud dans une guerre totale et au prix d'énormes sacrifices humains, la Chine aurait-elle pu faire l'économie d'un nouvel affrontement direct avec le colonialisme et l'impérialisme ? Bref, durant cette période, la Chine et le Vietnam ont pu paraître selon les mots de Mao Tse Tong comme « la dent et la lèvres » car, ajoutait-il, « quand la lèvres s'ouvre, la dent a froid. »

Mais la dent chinoise, bien trop longue, a souvent blessé la lèvres vietnamienne. Tout au long de ces résistances aux agressions occidentales, la Chine n'a aidé le Vietnam que dans le souci de se protéger elle-même, comme un investissement sur sa propre sécurité à la frontière sud. Elle n'a jamais appuyé le Vietnam dans sa lutte intransigeante pour la réunification du pays, craignant le voisinage d'un Vietnam fort, incontrôlable et libre de nouvelles alliances étrangères. Elle se serait bien contentée de deux Vietnam, à la coréenne. En 1972, quand Hanoi était pilonné par les B 52, pareil aux trois singes de la légende, Deng Xiao Ping s'est bouché les yeux, fermé les oreilles et la bouche pour recevoir Nixon et Kissinger, redessiner avec eux le partage marchand des zones d'influence en Asie et jeter les bases de l'accès chinois au marché capitaliste.

À chacune des turbulences, les dirigeants historiques comme Ho Chi Minh, Pham Van Dong, Vo Nguyen Giap... ont su tenir le cap tout en gardant habilement une ligne souple et acceptable par la Chine dont ils avaient besoin.

Ainsi on peut dire que sans l'appui de la Chine, la libération du Vietnam aurait été bien plus longue et difficile mais on peut aussi affirmer que sans leur détermination en résistance aux pressions chinoises, les Vietnamiens n'auraient pu réunifier leur pays comme ils l'ont fait.

Bien des pilules chinoises restent encore aujourd'hui amères. Le Vietnam n'oublie pas les sinistres Khmers rouges armés, entraînés et dirigés par Pékin. Dans les grands cimetières vietnamiens des « liet si », héros morts pour la patrie, les dizaines de milliers de tombes « cambodgiennes » venues s'ajouter aux centaines de milliers d'autres, vestiges des guerres précédentes, sont toujours régulièrement fleuries et encensées.

Le souvenir le plus noir et le plus vivace pour la génération des actuels cinquantenaires qui ont vécu cet événement particulier est ce 17 février 1979, quand 300 000 soldats de Deng Xiao Ping envahissaient, ravageaient et pillaient six provinces frontalières du Nord, faisant 11 000 victimes vietnamiennes. Juste pour « donner une leçon » à Hanoi, toujours jugé coupable d'alliance criminelle avec l'URSS. Même si l'État d'aujourd'hui, pour raison de « problème sensible », n'ose pas honorer comme il se doit les héros de cette guerre éclair, la population, elle, ne les oublie pas.

Enfin, les réactions sont aussi épidermiques à la mémoire de l'occupation des îles vietnamiennes ou partiellement vietnamiennes Paracels (Hoang Sa) et Spratleys (Truong Sa). Cinquante-huit marins du régime de Saïgon exécutés en 1974 sur l'île de Hoang Sa au large de la ville de Da Nang ; quatre-vingt-huit autres militaires du Vietnam socialiste tués par surprise en 1988 sur les îles de Truong Sa, au large de la ville de Nha Trang. La colère populaire est encore là, bien vivante, et l'arrogance des provocations chinoises répétées en mer de l'Est ne manque pas de la raviver et de l'exacerber.

La situation du Vietnam face à l'offensive économique chinoise

À partir de 1991, année du rétablissement des liens diplomatiques après dix années de rupture et de guerre froide émaillées d'incidents frontaliers sporadiques et récurrents, les relations entre les deux pays ont évolué rapidement vers des schémas de coopération vecteurs d'une offensive économique chinoise de type nouveau.

Dès 1978, Deng Xiao Ping lance une série de réformes économiques « le Gaifang » (changer-ouvrir) qui introduit les méthodes capitalistes dans une économie de type socialiste. Huit ans plus tard, en 1986, pour sortir de son dénuement économique avec une aide soviétique qui se rétrécit en prélude à son imminente disparition, le Vietnam, dans un climat d'isolement international, opte à son tour pour la « Doi Moi » (renouveau) ou

«économie de marché à orientation socialiste». Il s'ouvre aux investissements extérieurs. Ainsi les deux «frères socialistes» se trouvent-ils engagés avec quelques années de décalage et des moyens très inégaux sur des schémas de développement quasi identiques et concurrents.

Les atouts économiques du Vietnam et l'accélération d'une présence chinoise bien ciblée

Doté de la treizième population mondiale avec 86 millions d'habitants dont 65 % ont une moyenne d'âge inférieure à 30 ans, le Vietnam est un pays dynamique qui possède de nombreuses richesses : produits agricoles, de la pêche, de ses ressources minières et énergétiques (gaz, pétrole)... Le revenu moyen par habitant s'est accru de 7,3 % durant les dix dernières années, réduisant le taux de pauvreté de 58 % en 1993 à 20 % en 2004. En 2007, les investissements directs étrangers constituaient 21 % de l'investissement total. La même année, l'investissement privé national représentait 32 % de l'investissement total.

Mi-2006, la Chine avait directement investi au Vietnam dans 377 projets, l'année suivante elle en comptait 434. Ces investissements ont un poids particulier parce que focalisés sur les ressources naturelles, particulièrement les ressources minières. Contrairement au Laos et au Cambodge, les secteurs minier et hydroélectrique vietnamiens sont contrôlés par des entreprises d'État. Les investissements étrangers dans le secteur minier sont limités à des joint-ventures de taille réduite. L'aide chinoise officielle pour le développement (AOD) est substantielle (312 millions de dollars US de 1992 à 2004) mais, excepté quelques prêts pour l'extraction du cuivre à Lao Cai (frontière nord) elle a un caractère plus directement politique qu'au Laos et au Cambodge et se centre sur les échanges culturels et le soutien aux activités d'amitié, secteur bien plus sensible que dans les deux pays voisins.

Cependant la Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial du Vietnam devant le Japon, l'UE et les États-Unis. Le volume officiel des échanges entre les deux pays, qui ont une frontière commune de 1643 km, a plus que triplé au cours des dernières années et, selon certains officiels, le volume des échanges «informels» est encore supérieur. En 2006 le Vietnam enregistrait déjà par rapport à la Chine un déficit de sa balance commerciale de 4 milliards de dollars. Fin 2008, ce déficit passait à 11 milliards. Plus de 50 % des exportations du Vietnam sont destinés à la Chine. Ce sont des matières premières (charbon,

pétrole, caoutchouc, minerais de fer, cuivre), des produits agricoles (légumes, thé, noix de cajou), des produits de la mer, frais ou réfrigérés...

De son côté, la Chine inonde le Vietnam de machines, de produits de consommation courante (alimentaire, textile, appareils ménagers...), de véhicules, de produits électroniques, de fertilisants... Bien que souvent de qualité médiocre, ils menacent les productions locales par leur prix très bas. Nombreux sont les articles de la presse vietnamienne qui font écho aux préoccupations des commerçants et industriels locaux qui vivent ce « débarquement » comme un étouffement. « Ils font la pluie et le vent sur notre marché et ce n'est que la première vague du cyclone qui nous attend en 2009 quand, selon les directives de l'OMC, les taxes d'importation vont baisser de 50 à 20% »⁴. Ce débarquement massif est, selon un rapport de la Banque mondiale, largement facilité par la corruption du Département des douanes. Pour afficher ses velléités de résistance à cette invasion, le Bureau politique du PCV a déclenché une campagne d'opinion pour que « les Vietnamiens consomment prioritairement vietnamien ». Fin octobre 2009, vingt mille personnes ont défilé dans les rues de Saigon sous ce slogan.

Le secteur agricole est en pleine expansion et modernisation. Il représente 27% du PIB et emploie 70% de la force de travail nationale. Les produits de l'agriculture, ajoutés à ceux de la pêche et de l'aquaculture, totalisent le quart des exportations du pays.

Indépendance relative (et provisoire ?) du Vietnam sur le plan de l'énergie électrique

En 2005, la capacité totale de production électrique provenait de sources diverses : centrales hydroélectriques, centrales thermo-électriques au gaz, thermo-électriques au charbon, au pétrole et générateurs à diesel. Selon la Banque mondiale, compte-tenu de la croissance industrielle et de l'augmentation du nombre de foyers accédant à l'électricité, la capacité de production devra doubler entre 2006 et 2010. Pour l'instant, il n'y a pas de joint-ventures et l'essentiel du développement, initialement dominé par le groupe d'État « Électricité du Vietnam », reste assuré par des entreprises vietnamiennes. Cependant, la loi de 2004 sur l'électricité ouvre ce secteur à la concurrence. Il semble pour

⁴ Journal *Tuoi Tre* du 12 décembre 2008.

l'instant que le rôle de la Chine dans ce secteur reste mineur. De sa province du Sud, elle exporte 200 MW vers le Vietnam et escompte décupler ce chiffre d'ici 2015. La Shanghai Electric Corporation vient de décrocher, fin octobre 2009 l'adjudication pour la conception, l'équipement et le montage d'une centrale thermoélectrique dans la province de Binh Thuan, province susceptible d'accueillir l'alumine provenant de la bauxite extraite sur les hauts plateaux vietnamiens. Le tout pour une valeur d'un milliard 384 millions de dollars.

Le Vietnam est aussi un pays riche en ressources minérales. Il possède parmi les plus grands gisements mondiaux de phosphate et de bauxite, de vastes gisements de pétrole, de charbon, de cuivre, de zinc, étain...

Le charbon, très convoité par la Chine, fait, comme nous l'avons dit, souvent l'objet d'exportations « informelles ». Dans la province de Quang Ninh, limitrophe avec la Chine, on a même vu se multiplier anarchiquement de petites exploitations gérées par des fermiers locaux pour une clientèle chinoise.

La Chine investit également dans d'autres grands chantiers vietnamiens, souvent au détriment des entreprises locales. En mars 2009, l'Association de la Construction du Vietnam s'inquiétait du fait que les entreprises chinoises possédaient des dizaines de chantiers de construction de cimenteries, de centrales électriques, d'usines de produits chimiques, raflant les appels d'offres, faisant suivre avec elles leurs propres matériaux et employant, par milliers, leurs propres ouvriers.

Accroissement d'une main-d'œuvre chinoise non qualifiée

Cette question de la main-d'œuvre « illicite » chinoise fait l'objet d'un débat national animé. Des dizaines de milliers de travailleurs chinois non qualifiés sont à l'œuvre au Vietnam, pourtant durement touché par le chômage. Beaucoup arrivent avec de simples visas touristiques et se retrouvent très vite sur les chantiers d'entreprises chinoises, en infraction totale avec la loi vietnamienne. La plupart du temps, ils sont logés dans les chantiers clôturés ou dans leurs abords immédiats, souvent dans des baraquements de style militaire. Dans certains cas, ils louent des habitations au voisinage, y implantent leurs propres restaurants et organisent un environnement « tout chinois » : enseignes, menus, consignes, non des lieux, panneaux indicateurs, musique chinoise, karaoké chinois.... La presse fait de plus en plus état de relations conflictuelles, quelquefois violentes,

avec les populations locales. Les autorités promettent de régler cette question épineuse. Mais les différents services se passent en relais la patate chaude: le ministère du Travail en appelle aux services de police, aux autorités locales, à l'immigration... et le problème perdure avec la promesse d'en finir une fois les chantiers terminés.

Un projet juteux pour la Chine et «sensible» pour l'État vietnamien

La bauxite du Tay Nguyen (Hauts plateaux du Vietnam)

Le Tây Nguyên est une zone de hauts plateaux couverte de forêts, située à la frontière du Cambodge et du Laos. Ce «toit de l'Indochine» constitue un des joyaux du patrimoine vietnamien par l'étendue de ses jungles, la richesse de leur biodiversité, l'extrême originalité de son peuplement, son rôle de «climatiseur» pour l'ensemble de la zone, sa situation stratégique pour la défense du Vietnam et son potentiel économique pour l'étendue de ses gisements de bauxite qui en font la troisième réserve mondiale. La culture de certaines ethnies, uniques au monde, est reconnue patrimoine mondial par l'UNESCO.

Cette zone a déjà été martyrisée par la guerre américaine car elle était le principal passage nord-sud de la guérilla. J'ai été témoin en 1969 de cette stratégie américaine de déforestation par bombardements massifs, nettoyage de la forêt par engins de défonçage, épandages chimiques dont ceux de la dioxine qui tue encore aujourd'hui... Après la libération du pays, l'arrivée des populations venues des zones deltaïques surpeuplées pour cultiver thé et café a encore fait reculer la forêt et les ethnies qui vivent en symbiose avec elle.

Aujourd'hui, l'exploitation sauvage du bois continue de façon préoccupante, jusqu'à prendre la forme d'un véritable pillage guerrier par des bandes armées de «pirates du bois». Ces razzias sont certainement à la source d'un juteux commerce «informel» source de fortunes colossales et de misère chronique pour les ethnies locales. C'est dans ce climat social déjà tendu qu'a démarré la nouvelle campagne de déforestation pour l'exploitation de la bauxite à ciel ouvert, le traitement de l'alumine et sa transformation en aluminium. Ce gigantesque projet, né, de façon presque inaperçue, des 9^e et 10^e Congrès du Parti communiste du Vietnam, va très vite devenir une question nationale explosive car, par l'importance de la coopération engagée avec la Chine et parce qu'il marque un nouveau pas très concret dans la

pénétration de celle-ci au cœur du Vietnam, il pose avec encore plus d'évidence qu'auparavant la question de la dépendance économique et politique.

Il s'est dessiné dans la confidentialité des rencontres et visites réciproques entre les deux premiers secrétaires et entre les hauts dirigeants des deux partis depuis quelques années et il semblerait qu'il se soit concrétisé en prélude au sommet des pays de l'APEC ⁵ en novembre 2006 à Hanoi. Le géant chinois Chalco, deuxième producteur mondial d'aluminium, signant un mémorandum d'accord de coopération avec le groupe d'État vietnamien Vinacomin à concurrence de 40% des parts.

Ce projet n'a réellement été révélé à l'opinion qu'en novembre 2007 lorsque le Premier ministre Nguyen Tan Dung a, par décret, « approuvé le plan de délimitation, de prospection, d'exploitation, de transformation et d'utilisation de la bauxite durant la période de 2007 à 2015, dans la perspective de 2025 ». C'est à ce moment-là que nombre de Vietnamiens ont pris conscience du caractère pharaonique du chantier, des investissements et des dangers d'impacts négatifs : 8 complexes industriels sur le Tây Nguyên, répartis sur des milliers d'hectares dans les trois provinces voisines. Un investissement de 20 milliards de dollars pour construire et entretenir le réseau routier, construire les usines, les lacs de retenue des boues rouges, la voie ferrée qui doit relier, à travers une chaîne annamitique très accidentée, les hauts plateaux à la côte distante de 270 km, la construction d'un port maritime d'une capacité de 50 000 tonnes, la construction de centrales électriques nécessaires au traitement de l'alumine et à l'hydrolyse de l'aluminium. Sans parler des charges et compensations sociales inhérentes au déplacement des populations...

Les nécessaires estimations sur la rentabilité et l'impact environnemental et social imposé par la loi vietnamienne avant tout projet d'envergure sont opérées par une société qui appartient elle-même à l'investisseur Vinacomin. Estimations opaques, bâclées dans l'urgence de la pression chinoise et à propos desquelles le PDG adjoint de Vinacomin, excédé par les questions de la presse répond, façon joueur de roulette au casino, que les pertes ou profits pourraient être de « 50/50 »!

⁵ Organisation intergouvernementale visant à faciliter la croissance économique, la coopération, les échanges et l'investissement de la région Asie Pacifique. Elle compte 21 pays dont les États-Unis, la Chine, le Japon, le Canada, la Russie, l'Australie...

Des industriels, hommes d'affaires, des administratifs, des écrivains, des hommes de loi s'émeuvent. La très sérieuse Union des associations scientifiques et techniques du Vietnam (VUSTA) expose les dangers. Danger d'un trou financier considérable eu égard au volume exorbitant des investissements prévus (et des nouveaux endettements nécessaires) dans l'incertitude de retours conséquents ; dangers déjà évoqués quant à l'éradication d'une ethnie ; danger de pénurie d'eau car le traitement du minerai en alumine et l'hydrolyse pour obtenir l'aluminium nécessitent la ponction annuelle de millions de m³ puisés dans les sources et les nappes souterraines, déjà à peine suffisantes pour les plantations de café, de thé et d'hévéas ; danger de réchauffement du climat dû à la déforestation et l'assèchement des sols ; danger de disparition de certaines espèces du tapis végétal ; danger pour 15 millions de familles en aval, au pied du Tây Nguyên, car l'eau risque de manquer dans le bassin du fleuve Dong Nai qui dessert aussi la zone industrielle nationale d'HCM ville ; danger de pollutions plus dévastatrices encore : celles qui sont inhérentes à la production et au stockage des « boues rouges », résidus de la dilution du minerai dans la chaux, la soude et l'eau pour obtenir l'alumine juste avant filtration et hydrolyse. La population s'inquiète car elle a fait l'expérience de plusieurs catastrophes survenues dans d'autres jolis coins du pays transformés en poubelles au fur et à mesure du développement industriel par des « sociétés voyous » larguant dans la nature les déchets toxiques pour diminuer les coûts de production. Récemment, Vedan (Taïwan) a été pris en flagrant délit de pollution massive du fleuve Dong Nai et les milliers de familles victimes attendent toujours les dédommagements.

Les secousses politiques

L'affaire « bauxite » a provoqué une surchauffe d'Internet, la presse, mise au pas, n'étant autorisée qu'à des comptes rendus très réservés et orthodoxes sur un sujet considéré comme « sensible » par les autorités. Un site a été créé suite à une pétition nationale déposée – du jamais vu – par de courageux scientifiques, intellectuels, artistes, étudiants pour interpeller le Premier ministre et l'Assemblée nationale. L'émblématique général Vo Nguyen Giap, 98 ans, un des pères fondateurs du Vietnam, compagnon d'Ho Chi Minh, vainqueur des armées françaises et américaines, est intervenu par lettre à trois reprises pour mettre fermement en garde le gouvernement et le Bureau politique contre les dangers déjà évoqués mais aussi les dangers politiques et pour la défense nationale. Il déconseille l'entreprise

et demande au moins de suspendre les travaux pour un examen plus approfondi. D'autres anciens officiers et diplomates de haut rang lui ont fait écho. Le général Le Van Cuong, membre de l'Institut stratégique et scientifique pour la Sécurité nationale, prévient très clairement: « Si la Chine entre au Tay Nguyen, les conditions seront réunies pour son contrôle du Vietnam, du Laos et du Cambodge. » À toutes ces interpellations, le Premier ministre a répondu imperturbablement que le projet était « une grande option du Parti et de l'État » et serait mené à terme.

En avril 2009, le bureau politique, obligé de réagir, s'est voulu rassurant en déclarant que le projet devait respecter toutes les garanties, en particulier concernant la sécurité nationale. Mais, sur l'essentiel, il a confirmé la décision de continuer sur le terrain selon la méthode empirique: « voir en marchant ». Enfin, il a annoncé la fin du débat en demandant aux services chargés de l'information et de la communication de « créer les conditions de l'unité dans le Parti et dans la population ». Le très officiel *Nhan Dan* (journal du peuple), organe central du PCV, lui a emboîté lourdement le pas, se portant vaillamment garant de tous les points du projet et terminant par des propos d'un autre âge aux perspectives inquiétantes: « [Il faut] se méfier et avoir une attitude claire et résolue envers les complots menés par les forces ennemies de mauvaise foi qui visent à politiser la question, qui veulent nous diviser en déformant la vérité et utiliser l'affection sacrée de notre cœur et notre esprit (NDL: allusion sans doute au très populaire et très estimé général Giap) pour servir leurs viles intentions ». Le ton était donné et la chose entendue: aucune organisation sociale, scientifique, aucun consultant vraiment indépendant ne serait réellement invité aux estimations et au suivi du projet.

La Chine, de son côté, fait entendre sa voix indirectement par ses media et distribue des bons points à l'intransigeance d'Hanoi et du Premier ministre Nguyen Tan Dung tout en fustigeant la « néfaste nébuleuse » des opposants vietnamiens.

Pour éviter le débat à l'Assemblée nationale devant l'insistance de certains députés, les autorités utilisent des artifices procéduriers. Un d'entre eux consiste à découper le projet en plusieurs mini-projets déclarés indépendants les uns des autres pour que leur importance en volume d'investissement ne relève pas légalement de la discussion nationale. Le ton monte. Pour la première fois depuis la libération du pays un avocat a déposé plainte contre le Premier ministre pour violation de la loi, plainte immédiatement rejetée par le tribunal populaire d'Hanoi...

Un inquiétant « fossé chinois » se creuse au Vietnam

Dans l'opinion, l'exaspération, jusque-là contenue, semble se radicaliser. À tel point que certains observateurs ont pu parler d'un « fossé chinois » qui se creuse au Vietnam au fur et à mesure que le pouvoir d'Hanoi fait systématiquement barrage à l'expression des inquiétudes et au débat ouvert.

Le Vietnam semble connaître aujourd'hui un regain d'autoritarisme et de frilosité démocratique : « démissions » forcées de plusieurs rédacteurs en chef de quotidiens nationaux, retraits de publication de nombreux articles touchant aux « sujets sensibles », suspension de parution pendant plusieurs mois pour certains journaux pourtant officiels, suspension des activités de certaines maisons d'édition, retraits de carte de presse, journalistes remerciés par leur comité de rédaction... Des bloggers, désireux d'aller au-delà des commentaires autorisés à la presse, sont inquiétés pour « atteinte à la sécurité nationale ». Selon un haut dirigeant : « ... la presse fait encore preuve de trop de précipitation et court à la suite de l'opinion. Elle crée des problèmes aux dirigeants quand elle informe sur des sujets sensibles ». Il demande aux rédactions de faire preuve d'une « personnalité politique solide ».

Côté chinois, les injonctions à resserrer la vis sont claires. Début juillet 2009, le conseiller économique et commercial chinois à Hanoi, réagissant à des articles de la presse vietnamienne qui mettaient en doute la qualité des produits chinois, sermonne nominalement deux hauts fonctionnaires vietnamiens chargés des questions économiques pour les propos « non amicaux » qu'ils auraient tenus à ce sujet. Il déclare qu'il espère que l'organe (de l'État) chargé de l'administration de la presse vietnamienne aura soin de rappeler les journalistes à leur devoir et de leur conseiller d'agir dans le sens des accords conclus entre les deux pays ». Il donne la leçon et propose la solution : « On ne devrait pas laisser se développer une situation où on ne réagit qu'une fois l'article imprimé... Il faut administrer de façon plus serrée. » Et de proposer tout naturellement qu'une équipe d'« administrateurs » chinois viennent au Vietnam « aider » le ministère de la Communication. Dernière mesure annoncée au moment où cet article est écrit : l'« arrêté 97 » édicté par le Premier ministre avec effet le 15 septembre 2009 qui impose en urgence aux associations privées de scientifiques, techniciens ou autres intellectuels une liste de domaines où la recherche associative est autorisée par le pouvoir. En conséquence, il soustrait à l'examen et au débat d'idées tout un champ de la vie scientifique, sociale et démocratique : celui qui n'est pas mentionné dans la liste.

En signe de protestation, l'association IDS (Institut d'Études pour le Développement) composé de scientifiques, chercheurs et intellectuels de grand renom s'auto-dissout.

Ainsi, les dirigeants chinois poussent de plus en plus ouvertement leurs homologues vietnamiens à entrer dans leur modèle de développement d'où démocratie et clarté sont exclues et où passage en force et répression font naturellement partie de l'ordre des choses.

Dans la situation économique, sociale et politique délicate qui se dessine avant le 11^e Congrès du Parti en 2011, sous le regard direct de la communauté internationale, les dirigeants vietnamiens n'ont pas le droit à l'erreur. Il n'est certes pas facile de se sortir de la griffe chinoise, de couper le robinet du yuan. Impossible non plus de sous-estimer la menace de violence sous-jacente à chaque contrariété de Pékin dont les media chinois se font sporadiquement l'écho. Les incidents qui renaissent à la frontière cambodgienne rappellent de vieux démons... Il est vrai que quelques forces revanchardes qui n'ont rien de patriotique remuent le couteau dans la plaie dans le seul but de déstabiliser le régime. Mais traiter à la chinoise les compatriotes qui s'interrogent et qui exigent clarté et débat sur des questions éminemment nationales ne peut que faire le jeu des dirigeants chinois en aggravant les difficultés politiques du régime, en l'isolant de son peuple. S'engager dans cette voie ne ferait que renforcer la dépendance au soutien chinois dans une escalade autoritaire douloureuse, destructrice et vouée à l'impasse. Le Vietnam, fragilisé de l'intérieur, n'en serait que plus vulnérable. À l'extérieur, cette escalade antidémocratique porterait gravement atteinte à l'image du pays et refroidirait le soutien potentiel de l'opinion internationale notamment dans les litiges avec Pékin sur la souveraineté des archipels Paracels et Spratleys. Les deux régimes, alors considérés de même nature, seraient renvoyés dos à dos avec tous les atouts et le champ libre du côté chinois. Un blogger journaliste exprime bien le sentiment populaire quand il écrit: «Le gouvernement ne peut pas se priver du peuple pour lutter contre l'expansionnisme chinois. Quand le feu est si près, on ne peut s'éloigner de l'eau.»⁶

La guerre de l'eau douce: la Chine tient le robinet du Mékong

Autre question appelée à devenir un sujet de tension dans la région: la gestion équitable et saine de l'eau du Mékong. Par

⁶ Eau, «nuoc» en langue vietnamienne, signifie à la fois le liquide et «pays».

les barrages qu'elle a construits en amont de ses voisins du Sud, la Chine a déjà montré qu'elle tenait le robinet du Mékong. La nouvelle série d'ouvrages qu'elle projette d'édifier en cascade – y compris le plan de détournement d'une partie de l'eau du fleuve vers le Yangzi – la positionnera définitivement en maîtresse de l'eau sur les pays en aval. Il s'agit à la fois d'un outil économique et d'une arme stratégique utilisable selon le bon vouloir, au gré des retenues prolongées ou des largages intempestifs. Bien sûr, Myanmar, Thaïlande, Laos, Cambodge et Vietnam ne peuvent être complètement dédouanés des graves déséquilibres qui affecteront certainement l'essence du fleuve et la vie qu'il génère pour des millions de personnes. Ces pays sont aussi acteurs des grands travaux hydroélectriques entrepris en aval de la Chine. Mais c'est Pékin qui de loin tire le plus grand profit de cette course à la domestication énergétique de l'eau, comme utilisateur chez lui et comme maître d'œuvre dans la plupart des pays en aval. Il porte la plus grande responsabilité des probables catastrophes à venir en refusant toujours de reconnaître le caractère multinational du fleuve et la nécessité de sa gestion solidaire et transparente comme c'est le cas pour le Danube par exemple. Le Vietnam, situé en fin de parcours par son grenier à riz deltaïque, sera la principale victime de ces gigantesques travaux.

Mer de l'Est: un requin chinois dans une grande muraille maritime en forme de « langue-de-bœuf »⁷

Enfin, une autre question plombe lourdement les relations sino-vietnamiennes. Il s'agit de l'expansionnisme chinois en mer de l'Est dite de Chine.

Des intentions...

Les dirigeants chinois adorent les symboles : au cœur de Pékin, à côté de la Cité interdite, les principaux hauts dirigeants

⁷ Dans le dossier déposé par la Chine le 13 mai 2009 aux Nations unies concernant ses prétentions de souveraineté sur la mer de l'Est, elle a fourni une carte détaillant les contours de cette « langue-de-bœuf ». Elle part du sud-ouest de Hainan, coupe une partie du golfe du Tonkin, longe les côtes du Vietnam pour descendre très bas jusqu'à celles de la Malaisie qu'elle serre de près en remontant vers le nord-est près du Brunei puis des Philippines.

ont élu résidence dans un parc appelé « Zhongnanhai » qui signifie mers du Centre et du Sud. Aucune ambiguïté donc quant aux prétentions affichées : le Milieu de l'Empire est et sera excentré vers les espaces maritimes orientaux.

Bordée par des pays à fortes communautés chinoises, la mer de Chine, que les Chinois appellent mer de Chine du Sud et les Vietnamiens mer de l'Est, a toujours été considérée par Pékin comme un « lac chinois ». Les prétentions de souveraineté chinoise dans cette zone, clairement exposées aux Nations unies en mai 2009, concernent 80 % de cet espace maritime, îles, fonds et tréfonds marins. Et c'est peut-être en ce lieu géographique que se manifeste le plus crûment sa « puissance dure ».

Pour Pékin, plusieurs objectifs : contrôler cet espace stratégique ouvert par le détroit de Malacca car c'est le lieu de passage de la plupart des matières premières et autres marchandises qui lui sont destinées ainsi qu'à d'autres pays comme le Japon ; s'approprier de facto les principaux gisements de gaz et de pétrole offshore ; maîtriser exclusivement cette riche zone de pêche ; installer comme une grande muraille maritime, un dispositif militaire de grande envergure coordonné à partir de Hainan. Le tout comme un premier pas de sa stratégie « Eau bleue » de présence mondiale sur tous les océans.

Car la Chine affiche clairement son intention de passer de la « défense des mers proches » à une stratégie de « marine militaire de haute mer ». Les trois vaisseaux de guerre chinois dépêchés au large des côtes de Somalie en constituent les prémices symboliques.

Mais des intentions à la réalisation de cette stratégie, Pékin devra vaincre encore de nombreux obstacles et gérer, devant sa porte, les confrontations avec les États-Unis, le Japon, la Russie, l'Australie et les pays de l'ASEAN ⁸, en particulier le Vietnam.

Il s'agit d'abord pour elle d'écarter le gros poisson américain, problème vite réglé si celui-ci acceptait de partager. L'amiral Timothy Keating, commandant la flotte américaine du Pacifique révèle à ce sujet au *Taipei Times* du 22/02/09 qu'un général chinois lui aurait carrément proposé un partage du Pacifique, la Chine « assurant la paix à l'ouest d'Hawaï et les États-Unis s'occupant de la partie est. » Selon l'amiral, sa réponse fut un : « No. Thanks ! » Mais le tango sino-américain sur fond de récession mondiale laisse planer des incertitudes sur la volonté (et la capacité ?) de Washington à maintenir dans le Pacifique

⁸ L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est qui comprend dix pays.

la position dominante qu'il occupe depuis la guerre de Corée. Lorsque le 8 mars 2009 à 120 km au sud de Hainan, cinq bâtiments de la flotte chinoise ont barré la route et abordé le croiseur *Impeccable* de l'US Navy, le porte-parole de la délégation américaine accompagnant Mme Clinton à Pékin faisait ce commentaire révélateur : « À l'heure actuelle il y a beaucoup de points de tension, mais l'essentiel est que les USA et la Chine doivent coopérer pour résoudre toute une série de questions auxquelles la communauté internationale doit faire face ». D'un autre côté, en légère dissonance, le patron du Pentagone, déjà ministre de la Défense de Bush, déclarait devant le Congrès que « les États-Unis sont prêts à faire face à toute menace militaire de la part de la Chine dans la période à venir »...

...aux actes

Dans cet espace maritime sud-asiatique, l'expansion chinoise se heurte à quatre pays riverains de l'ASEAN : Brunei, Philippines, Malaisie et Vietnam, ce dernier faisant essentiellement les frais de l'opération.

Les dirigeants de Pékin ont des atouts majeurs. Ils disposent d'une puissance militaire démesurément supérieure. Ils bénéficient aussi des services de leur diaspora établie de longue date dans les pays concernés, avec un poids économique et financier certain et un lobby influent. Enfin, ils ont signé des accords d'échanges commerciaux privilégiés avec l'ASEAN en général et chacun de ses membres en particulier, ce qui leur donne de puissants leviers, renforcés par la récession économique actuelle, pour adoucir les résistances et aussi pour attiser les divisions.

En décembre 2007, Pékin a créé la ville de Tam Sa, dans la province insulaire de Hainan. De là il pourra administrer les trois principaux archipels, leurs bases militaires ainsi que les forces navales installées dans la zone. Deux des archipels concernés, les Paracels et les Spratleys, sont totalement ou partiellement vietnamiens.

Pressions dissuasives sur les compagnies pétrolières étrangères

2008 et 2009 ont vu les incidents se multiplier. En particulier on note le renoncement silencieux de compagnies pétrolières en contrat d'exploration ou d'exploitation avec le Vietnam. En 2008, retrait d'Exxon Mobil d'une zone de prospection conjointe avec le Vietnam. Le porte-parole de Washington déclare alors : « L'Amérique ne prend parti pour personne dans les contestations

juridiques concernant la souveraineté en mer de l'Est. Cependant nous réagirons à n'importe quelle force qui ferait pression sur les sociétés US opérant dans cette zone.» Bien que la Chine ait reconnu avoir fait pression, il n'y a visiblement pas eu de réaction américaine. En mars 2009, nouveau retrait de BP de la zone de Con Son sous souveraineté vietnamienne avec un plat : « No comment » de la part des dirigeants de la compagnie.

Le grand show de Pékin

À l'occasion du 60^e anniversaire de sa marine, fin avril 2009, dans le port de Qingdao, la Chine a invité les représentants de 17 nations à assister à une présentation de ses forces maritimes. Peu de temps après, elle a déclenché la plus grande opération coordonnée (terre-air-mer) jamais entreprise par elle en mer de Chine. Patrouilleurs de très gros tonnage ainsi que forces hélicoptères sont mobilisés jusqu'à fin août pour « interdire une pêche abusive » dans les espaces maritimes dont elle s'estime souveraine, et « protéger les ressources, et les hommes travaillant dans la zone ». Ces forces ont même patrouillé dans les eaux vietnamiennes du golfe du Tonkin bien que cette zone ait fait l'objet d'un accord signé entre les deux pays en 2000.

Les cas d'abordage, d'arraisonnement, de confiscation du matériel, des prises de pêche et même de destruction d'embarcations vietnamiennes existaient déjà. Mais ils se sont multipliés. À tel point que les marins pêcheurs que j'ai rencontrés dans la région de Da Nang en juin 2009 n'osaient plus sortir en mer au plus fort de la saison de pêche. Selon l'Agence vietnamienne d'information, le ministère des Affaires étrangères du Vietnam est d'abord « entré en relation » avec l'ambassadeur chinois à Hanoi pour lui « proposer » de lever ces empêchements et celui-ci a promis de faire son rapport à Pékin. En guise de réponse, le 16 juin 2009, trois chalutiers vietnamiens ont été arraisonnés au large des Paracels, dans l'espace maritime vietnamien, avec 37 hommes d'équipage pris en otage. La Chine exigeait alors le paiement d'une amende de 20 000 euros par embarcation. Comportement qui diffère seulement par sa dimension politique de celui des pirates que Pékin prétend combattre au large de la Somalie...

Nouvelles ondes de choc au Vietnam. Début de résistance officielle ?

Côté officiel les autorités d'Hanoi condamnent d'abord les violations de l'intégrité territoriale du Vietnam en se référant à

la convention des Nations unies de 1982 sur les droits de la mer et demandent la libération des chalutiers et des hommes. Mais cette réaction de départ est jugée bien timide dans le pays. Hanoi exige alors que les marins soient «immédiatement relâchés et dédommagés pour les atteintes aux biens et aux personnes».

Dans cette situation, avec la peur monte la colère et des frémissements sont perceptibles au sein de l'armée, de l'État et du PCV lui-même. On voit naître des initiatives locales, en résistance. Ainsi, à Da Nang, le comité populaire fait élire le nouveau président de l'archipel Hoang Sa, au grand dam de Pékin. Le service de l'Éducation de la ville décide d'intégrer dans les programmes scolaires du collège, à partir de 2009-2010, l'histoire et la géographie de ces îles. L'on peut noter la visite médiatisée d'une délégation du Comité populaire d'Ho Chi Minh Ville, conduite par son président M. Le Hoang Quan, aux marins vietnamiens esseulés dans les Spratleys (Truong Sa), à l'occasion de l'anniversaire de la Libération, en avril dernier. Finalement, les derniers pêcheurs otages, capturés depuis juin 2009 et détenus dans l'île vietnamienne Tru Cau de l'archipel des Paracels, ont été libérés fin août.

À la même période, le ministère de la Défense annonce à grand renfort médiatique qu'il a décidé de créer une zone militaire maritime (zone 2) sur l'espace sud du pays de façon à «garantir la souveraineté territoriale et maritime sur les archipels du bouclier continental vietnamien» et à protéger les populations de pêcheurs actives dans la zone.

Mais lorsque le typhon n° 9 frappe la région et que le 28 septembre 16 chalutiers vietnamiens avec à leur bord 200 pêcheurs essayent de trouver abri en catastrophe dans l'île de Tru Cau, les militaires chinois occupant l'île leur opposent un tir de barrage nourri puis, la tempête calmée, les tabassent, pillent boussoles, sondes, téléphones portables, réserves de fuel, vivres et prises de pêche... Cette fois, les responsables des province sd'où les pêcheurs sont originaires montent vigoureusement au créneau, la presse vietnamienne peut relater la piraterie et près d'un mois après, le ministère des Affaires étrangères vietnamien convoque l'ambassadeur chinois pour lui remettre une note diplomatique dans laquelle le Vietnam s'élève contre cette «action inhumaine», réclame la punition des personnels militaires chinois auteurs des exactions, la restitution des biens piratés et le dédommagement des pêcheurs malmenés. En cette fin du mois d'octobre, en plein cœur de Saigon, sur la place Lam Son, le Comité populaire a organisé une exposition en plein air de documents et photos affirmant la souveraineté vietnamienne

sur les archipels Spratleys. J'ai visité l'exposition. L'histoire de la souveraineté vietnamienne sur ces îles y est largement évoquée y compris pendant la guerre américaine, mais curieusement on n'y trouve mention en aucun endroit des Paracels ni des agressions chinoises de 1974 et 1988. Signe fort des autorités locales poussées par l'opinion pour marquer publiquement leur volonté de relever la tête mais en même temps amnésie historique qui n'échappe à personne pour soustraire à Pékin un prétexte pour fuir les négociations à venir ? Il est vrai que fin novembre, à Hanoi, s'ouvrira, à l'initiative du Vietnam, futur président de l'ASEAN en 2010, une conférence internationale dont le thème : « Mer de l'Est : coopération pour la sécurité et le développement de la région » n'est pas de nature à réjouir les successeurs du Petit Timonier qui ont toujours privilégié les rencontres bipartites d'état-major aux échanges transparents, publics et médiatisés.

Début de réaction internationale ?

Les coups de force chinois provoquent de premières réactions internationales, prémices de possibles changements d'équilibre dans toute la région.

Alors que les États-Unis sont devenus les premiers investisseurs au Vietnam en 2009, certains signes d'un « come-back » américain en mer de l'Est semblent perceptibles. L'US Navy annonce qu'en coopération avec la marine vietnamienne, elle va effectuer des opérations de recherche pour retrouver les traces de marins américains disparus pendant le conflit vietnamien... De passage à Hanoi le 19 août 2009, après avoir visité cinq pays de l'ASEAN, le sénateur américain Jim Webb, président de la sous-commission sur le Sud-Est asiatique au Congrès, a rencontré le ministre des Affaires étrangères et le Premier ministre. Il a ensuite déclaré à la presse vietnamienne : « L'Amérique doit être prête à être une force d'équilibre vis-à-vis de la Chine dans la région. »

Barack Obama, avant de rencontrer les dirigeants chinois à Pékin mi-novembre, s'arrêtera à Singapour (où sera vraisemblablement abordé le soutien américain aux pays de l'ASEAN) au Japon et en Corée du Sud.

Juste au moment où la Chine interdisait l'accès du large aux pêcheurs vietnamiens, on notait l'arrivée d'un navire russe à Da Nang, une des zones de départ de ces pêcheurs. À noter que la Russie a promis de livrer six nouveaux sous-marins de poche de type « Kilo » à la flotte vietnamienne. Les deux pays avaient décidé dès octobre 2008 d'accroître la coopération militaire bilatérale,

la Russie se déclarant prête à moderniser l'armée vietnamienne, à entraîner ses officiers et former ses experts.

L'Australie a annoncé un accroissement de sa puissance navale en doublant le nombre de ses sous-marins et refuse l'accès chinois à des gisements de bauxite pour raisons stratégiques.

L'Inde est impliquée dans un programme d'entraînement des sous-marins vietnamiens, certainement inquiète de voir la Chine lorgner vers l'océan Indien et désireuse de la fixer dans un espace plus éloigné de ses côtes alors même que le ton se durcit entre les deux pays au sujet de l'État frontière d'Arunachal Pradesh revendiqué par la Chine et du Cachemire où la Chine joue la carte pakistanaise. Fin août 2009, Vietnam et Malaisie ont déposé à l'ONU l'acte d'un rapport commun pour protéger leurs droits dans la zone, événement qui peut être considéré comme un début de solidarité bien comprise au sein de l'ASEAN.

Fin octobre, le ministère de la Défense taiwanais déclarait que la puissance militaire de la Chine était surdéveloppée par rapport à ses besoins défensifs et constituait une menace pour la zone Asie-Pacifique...

Conclusion

Il est fort probable que Pékin s'en tiendra encore à des actions de parade intimidatrices et très localisées d'ici l'exposition mondiale de Shanghai qu'il prépare pour octobre 2010. Ensuite, nul ne peut présumer du développement des tensions s'il persiste dans sa politique actuelle.

Le Japon a déjà montré – et continue de le faire – les limites de la stratégie d'intimidation militaire chinoise en mer du Centre sur les îles contestées de l'archipel Senkaku ou Diaoyu. De nouvelles alliances et mouvements de forces navales sont perceptibles en mer de l'Est...

Vingt-deux mille kilomètres de frontières communes avec 14 nations sont déjà difficiles à tenir pour Pékin et sa stratégie prédatrice de ressources naturelles appuyée sur la violence d'un nationalisme frisant parfois la xénophobie pourrait bien s'avérer finalement source de faiblesse en allumant de nouveaux foyers et en ravivant d'anciennes braises. Des problèmes ont déjà éclaté en marge de l'espace du Milieu et demeurent en germe au Tibet, au Xinjiang... D'autres ne manqueront pas se manifester à l'intérieur de cet immense patchwork ethnique, linguistique, culturel et économique où 0,4% de la population possède 70% des richesses nationales, où les droits de l'homme sont allégrement piétinés.

Au Vietnam, l'année de l'amitié sino-vietnamienne annoncée pour 2010 pourrait bien ne pas répondre aux espérances festives escomptées par Pékin. Certes, quarante ans après la libération du pays, la paix n'a pas renforcé les solidarités, la course à l'argent rapide a généré bien des fortunes qui ne se sont pas bâties sur les valeurs du combat libérateur. Avec l'incontestable développement du pays, des fossés se sont créés dans la société et les mentalités ont évolué vers un pragmatisme consumériste. Mais la fibre patriotique du peuple vietnamien, profondément plongée dans son histoire, vibre toujours et il ne semble plus disposé à accepter les reculs successifs au-delà du seuil tolérable par sa dignité nationale.

Tous ces éléments, signes avant-coureurs de nuages à venir, devraient inciter les dirigeants chinois, pour leur bien à moyen et long terme, à ne pas avoir les yeux plus gros que le ventre sous peine de faire comme la grenouille de la fable. Ni le peuple vietnamien ni le peuple chinois ne méritent cela.

Hô Chi Min Ville, 1^{er} novembre 2009

